L'Espérance Sportive de Tunis

Genèse d'un mythe bourguibien

Franck Moroy*

Monde arabe Maghreb Machrek
N° 157
juillet-sept. 1997

Etudes

Inépuisable réservoir de symboles et de registres d'identification, le sport ne se résume pas en l'affrontement codifié de deux ou plusieurs acteurs, en un spectacle permettant à une communauté de reconstituer un tissu social altéré ou en un rituel au cours duquel une foule partisane se « met en scène » (1). Prisme d'étude original et privilégié pour qui souhaite appréhender et cerner les phénomènes politiques, il se pose comme un précieux « détour » dans l'analyse. Dans le contexte tunisien antérieur à 1987, l'une des fonctions principales du sport et du discours qu'il secrète a notamment résidé dans sa participation au mécanisme de construction nationale et au projet nationalitaire bourguibien (2). Dans cette perspective, le club ou l'association sportive ne se présente pas comme le simple lieu de pratique d'une discipline sportive ou physique : il est aussi, et surtout, un espace politique où interagissent des individus et où se confrontent et se mettent en place leurs stratégies et leurs réseaux. Ainsi, l'étude du club de football de l'Espérance sportive de Tunis (EST), de sa naissance, en 1919, jusqu'à nos jours, révèle une imbrication étroite – réelle et imaginaire – de cette structure sportive avec la sphère politique. Retracer sa trajectoire permet de comprendre les modalités de construction d'un acteur collectif érigé en véritable mythe national par le *Néo-Destour*, puis par le jeune État tunisien dominé par la figure charismatique du « Combattant suprême », Habib Bourguiba.

L'« Espérance » est avant tout le doyen des clubs de football tunisiens et l'un des plus titrés du pays. Association des plus prestigieuses en Tunisie, elle est indissociable du faubourg nord de la Médina de Tunis (Bab Souiqa, Halfaouine, Bab Saadoun) et de la lutte nationale menée par H. Bourguiba. Objet de toutes les attentions de la part du pouvoir politique, elle a toujours été identifiée – plus ou moins ouvertement selon le moment considéré – à l'État, comme en témoigne le slogan *Tarajjî ya dawla*, que l'on traduit communément par « l'Espérance, c'est l'État » (3), scandé par tous les supporters défendant les couleurs « sang et or » du club. Étudier l'effi-

* Doctorant à l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence, IRMC-Tunis, auteur de « Football et politique : le derby entre l'Espérance Sportive de Tunis et le Club Africain », mémoire de DEA sous la dir. de Mustapha Khayati, Aix-en-Provence, 1997.

(1) Selon l'expression de Erving Goffman, E. G., *La mise en scène de la vie quotidienne. 1. La présentation de soi*, Paris, Ed. de Minuit, 1992, 251 p.

(2) Borhane Erraïs, *Archéologie d'un discours politique. Sport et construction nationale : l'exemple tunisien (1956-1985)*, Thèse d'État, sous la dir. de Pierre Fougeyrollas, Université Paris VII, 1992, 3 tomes.

(3) Cette traduction, si imparfaite soit-elle, est celle de la majorité des supporters rencontrés tout au long de mon enquête. Selon eux, l'Espérance est l'équipe de Bourguiba, et donc celle de l'État qu'il personnifie. A ce titre, Michel Camau traduit ce slogan par « Espérance, tu es État » (Michel Camau, Hédi Zaiem et Hajer Bahri, *État de santé : besoin médical et enjeux politiques en Tunisie*, Paris, Ed. du CNRS, 1990, p. 263). Néanmoins comme le souligne fort justement Bertrand Badie et Guy Hermet (*Politique comparée*, PUF, 1990, p. 28), « le mot *dawla*, trop rapidement traduit par État, conceptualise un ordre politique irréductible aux concepts de la sociologie politique occidentale, intraduisible autrement que par le truchement d'une longue périphrase ». Aussi, cette expression devient-elle plus pertinente lorsqu'elle est lue ainsi : « Espérance, tu es la puissance, la suprématie, la force et l'excellence ».

cacité des représentations se greffant sur une association sportive rend compte des décalages entre le réel et l'imaginaire, et permet de dégager les éléments factuels à partir desquels cette représentation s'élabore. A partir de là, il devient possible de mettre en lumière le processus de construction/reconstruction ou de réinvention – à travers un discours – d'un acteur collectif à des fins politiques. La mythification d'un objet ou d'un acteur suppose néanmoins une image simplifiée de celui-ci ; l'occultation d'une partie des faits qui président à la création d'une représentation devient alors un biais nécessaire constitutif du mythe. Peu importe finalement que cette image soit vraie ou fausse pourvu qu'elle soit fonctionnelle, qu'elle « représente », qu'elle fasse sens pour les individus-récepteurs (4). C'est dans cette optique qu'il faut envisager cette étude de la genèse de ce mythe bourguibien qu'a été l'Espérance sportive de Tunis.

Entre revendication nationale et expression communautaire

La pratique des activités physiques et sportives dans le contexte du protectorat a représenté, pour les Tunisiens, un combat euphémisé contre l'ordre colonial. Affronter symboliquement les puissances européennes et pouvoir se mesurer à elles participaient à l'époque d'un double mouvement : d'affirmation identitaire, d'une part, de « réponse compensatoire à une disgrâce politique » (5) et à une mise à l'écart du pouvoir décisionnel, d'autre part. La création du club de l'Espérance sportive (6) s'est inscrite dans cette logique. Cette naissance a constitué tout à la fois une modalité de la revendication nationaliste tunisienne et l'expression d'une communauté tunisoise, celle du faubourg nord de la Médina.

Un club exclusivement musulman

Le football est apparu dans la régence de Tunis au début des années 1900. Les clubs européens, appendices coloniaux d'associations sportives métropolitaines pour la plupart, furent les seuls à prendre part au premier championnat de Tunisie en 1910. Parmi ces derniers figuraient des clubs français comme le Racing Club de Tunis (fondé en 1904), les Lutins (société parrainée et financée par l'Église catholique), le Sporting Club de Tunis (1908), le Stade gaulois ; des clubs italiens (l'Italia de Tunis, le Savoia de Sousse) et maltais, dont le plus représentatif est le Mélita-Sports à Tunis. Les années suivantes permirent à cet effectif de s'étoffer avec la Jeanne d'Arc, l'Avant Garde et le Stade tunisois. Club franco-arabe (mais à majorité française), le Stade africain fut le premier à comporter des joueurs tunisiens, recrutés dans les collèges et les lycées. Après une interruption de deux années du fait de la Première guerre mondiale, le déroulement, en 1917, d'une coupe franco-arabe consacra le retour à la compétition. Lors de la finale opposant le Stade africain et le Stade tunisois (club qui n'acceptait que les joueurs de confession israélite), de violents incidents opposèrent les supporters des deux équipes. L'atmosphère des tribunes était baignée d'un antisémitisme latent : les 14 points du président Wilson et la déclaration Balfour étaient sur les lèvres des gens avertis, et la rancœur à l'encontre de la population juive non mobilisable lors du conflit restait à l'esprit des militaires qui garnissaient abondamment les gradins du stade. Suite aux troubles entre musulmans

(4) « Entretien avec Michel Denis », *Sciences Humaines*, n° 27, avril 1993, p. 21.
(5) Jacques Berque, *Le Maghreb entre deux guerres*, Paris, Seuil, 1962, 446 p.
(6) Ce n'est qu'en 1943, afin d'effectuer un déplacement pour disputer un match en Coupe d'Afrique du Nord, que l'ES deviendra EST

et juifs qui émaillèrent cette rencontre, toute manifestation sportive ou rassemblement de masse fut proscrit.

La rue Achour, à dominante musulmane, située dans le nord de la Médina, se prolongeait à Tunis vers la Hafsia, juive, et favorisait la rencontre entre les deux adversaires, par ailleurs bons voisins de quartier. Ils se rapprochèrent et décidèrent de la fusion de leurs équipes, apaisant les autorités du Protectorat qui consentirent à autoriser de nouveau les rencontres de football : l'Union sportive tunisienne (UST), issue de la fusion des Stades tunisois et africain, vit le jour. Elle allait dominer le football tunisien de l'entre-deux guerres. Militant pour la création d'un club « authentiquement » musulman – et non pas tunisien (l'UST était aussi un club tunisien mais de confession israélite après le départ des joueurs musulmans) –, le garde-matériel du Stade africain, Mohamed Zouaoui, se réunit en compagnie de Hédi Kallel et de Othman Ben Soltan au café « L'Espérance », en lisière de la Médina (7), et fonda l'Espérance sportive. La constitution de ce club s'effectua ainsi en réaction à la création de la société sportive de l'UST. Le nouveau club, qui obtint son autorisation administrative des autorités françaises le 15 janvier 1919, s'érigea afin de contrer une initiative de la communauté juive tunisienne et non pas pour s'opposer explicitement ou pour revendiquer une quelconque appartenance nationale face à la Résidence (même si le caractère musulman était un attribut de l'identité nationale tunisienne). La date de création de l'Espérance revêt une importance toute particulière dans l'élaboration de l'image du club. « L'Espérance est la première équipe tunisienne à avoir été créée dans le pays » est une croyance partagée par de nombreux amateurs de football (quelle que soit l'équipe qu'ils soutiennent) (8). Cette authenticité conférée par la date de création participe assurément de la constitution mythique de ce club : elle renvoie à un engagement – avant l'heure – dans le mouvement national. La « politique » de recrutement mise en place par le club à ses débuts renforcera, par la suite, le prestige de l'équipe. Malgré de piètres résultats à ses débuts, l'Espérance se distinguera par sa volonté de ne faire évoluer sur l'aire de jeu que des joueurs musulmans (contrairement à d'autres clubs tunisiens, l'UST et le Club Africain par exemple, qui recouraient à des joueurs français ou italiens). Le refus d'un « sang mêlé » et la pureté d'une équipe jouant sans élément étranger érige cette société sportive en dépositaire du nationalisme tunisien. Toutefois, si la présence d'un président français (rendue obligatoire lors de la constitution de toute association), M. Montassier, secrétaire d'administration centrale du Gouvernement, vient ternir – pour les « Espérantistes » – cette fidélité aux idéaux nationalistes, l'authenticité du club s'est trouvée confortée par son ancrage territorial : les quartiers du faubourg nord de la Médina.

Monde arabe
Maghreb
Machrek
N° 157
juillet-sept. 1997

Etudes

Une territorialisation du club construite *a posteriori*

Pour l'anthropologue urbain, la capitale tunisienne offre une configuration assez spécifique. Les quatre équipes tunisoises qui participent aujourd'hui au championnat national de division I s'identifient à un quartier : le Club olympique du transport (COT) au quartier de Mélassine, le Stade tunisien au Bardo, le Club africain au faubourg sud de la ville ancienne (et plus exactement à Bab Jedid) et l'Espérance sportive de Tunis au faubourg nord matérialisé par le triangle Bab Souiqa, Bab Saadoun, Bab El-Khadra. Les clubs s'associent si étroitement à ces « territoires » urbains que soutenir le Club africain et habiter Halfaouine relève de l'anomalie, voire de l'hérésie et du « péché » (comme le souligne un dirigeant « espérantiste » (9). Le

(7) Voir le plan de Tunis, p. 59 pour situer les lieux de réunion et de sociabilité de l'Espérance Sportive de Tunis.
(8) Cette réflexion s'appuie sur un corpus de vingt-cinq entretiens effectués dans le cadre d'un mémoire de DEA.
(9) Entretien réalisé à Tunis le 6 août 1996 dans le cadre du DEA.

soutien à l'équipe du quartier est donc devenu un élément constitutif de l'identité locale et ne semble permettre aucune alternative : « Si tu es de Bab Souiqa, alors tu es espérantiste ». Si l'absence d'enquête statistique empêche de confirmer cette association quartier-club, celle-ci devient crédible au regard du marquage territorial constaté. La présence de photos de l'équipe ou du joueur préféré, de fanions ou des couleurs des clubs dans les échoppes et dans les magasins, pratique généralisée en Tunisie, établit – de manière quasiment infaillible – l'affiliation sportive de l'individu qui les affiche (10). Cependant, les ressorts de cette identification restent flous. Proviennent-ils de l'origine géographique des membres fondateurs, des lieux de sociabilité du club ou/et de la figure médiatrice de H. Bourguiba ?

Avancer une explication univoque paraît peu vraisemblable dans la mesure où les processus de construction identitaire sont complexes et résultent en grande partie d'une accumulation de facteurs et d'expériences personnelles et collectives capitalisées sur la longue durée. Aussi les ressorts de l'identification interviennent-ils de manière indissociable et à des degrés divers dans la production de ce lien quartier-association sportive qui structure le discours et les représentations des acteurs. Cependant, au fondement de ce lien, il est fréquent de retrouver les deux arguments que sont l'origine géographique des membres fondateurs et des joueurs ainsi que les lieux de sociabilité et de réunion du club. L'absence d'archives, et notamment des licences de football, ainsi que la reconstruction de l'histoire du club par les Tunisois (laquelle véhicule une image tranchée et fortement ancrée dans les esprits du quartier de Bab Souiqa-Halfaouine comme fief des « sang et or ») empêchent de valider pleinement le premier élément explicatif. Tout au plus est-il possible d'effectuer des remarques succinctes qui relativisent son incidence dans la construction du discours sur l'origine du club. Parmi les trois membres fondateurs, deux sont de Bab Souiqa (M. Zouaoui et H. Kallel) et seuls quelques joueurs de l'équipe habitaient dans le faubourg nord de la Médina.

De même, l'examen scrupuleux des lieux de sociabilité et de réunion de l'association tempère (du moins pour ce qui est de la décennie 1920 et le début des années 1930) ce facteur explicatif dans la constitution de l'identification club-quartier. Certes, le lien existe indéniablement depuis que le club s'est créé ; mais il n'a été mis en avant, exprimé et revendiqué qu'au milieu de la décennie 1930 et par certains acteurs uniquement, situés notamment dans la mouvance nationaliste. Dans les années 1920-1930, les activités de l'Espérance s'organisaient selon un axe allant de la Porte de France à la Kasbah : les membres fondateurs se réunissaient au Café de l'Espérance, près de la Porte de France, à l'angle des rues Al Jazira et Mustapha Mbarek ; en janvier 1923, le siège social du club est enregistré au n° 1 de l'impasse Oum Hani, rue El Marr, à Bab Manara, au sud de la Kasbah ; en 1927-1928, le comité directeur s'est réuni au bureau du président du club, Maître Mustapha Kaak, au 2 du Boulevard Bab Benat, et la commission sportive au café de la Lyre, rue de Rome, dans la ville européenne ; en 1931 et en 1935, les assemblées générales du club se sont tenues dans les locaux de la Khaldounia, dans le Souk el-Attarine, au cœur de la Médina ; dans les années 1940, le bureau directeur de l'équipe organisait ses activités au 41, rue de la Commission, à Bab Bhar (Porte de France).

Dans les années 1940-1960, l'Espérance devient l'équipe de Bab Souiqa. Son siège s'est établi au cœur de ce quartier (92, place Bab Souiqa). Les lieux de convivialité s'y multiplièrent, à l'image des joueurs qui investissaient leurs premières primes de match dans l'achat d'un café dans le quartier (« Chez Draoua », par exemple, célèbre café de Bab Souiqa dans les années 1945). Le café de Tunis et ceux

(10) On peut se référer à ce sujet au travail d'Isabelle Berry-Chikhaoui sur le quartier de Bab Jedid, *Quartier et sociétés urbaines : le faubourg sud de la Médina de Tunis*, Thèse de Doctorat, Université Tours (URBAMA), 1994.

de Tahar Zanka à Bab Souiqa, Ben Zid à Bab Saadoun, Fezzani à Halfaouine devinrent les lieux de rencontres privilégiés des supporters de l'Espérance. Leurs déplacements étaient organisés par H. Ben Mokhtar qui tenait boutique au n° 136 boulevard Bab Saadoun. Cette identification entre l'Espérance et le faubourg de Bab Souiqa prit une acuité particulière dans la mesure où elle s'est construite par rapport à un club rival : le Club africain. Cette opposition, loin d'être purement sportive, réinvestissait un clivage géographique très ancien et redonnait ainsi vie à l'opposition séculaire entre les faubourgs nord et sud de la Médina : l'Espérance à Bab Souiqa, le Club africain à Bab Jedid.

La localisation des « lieux » du club et l'origine des individus qui l'animaient ne suffisent pas à expliquer de manière entièrement satisfaisante cette identification entre l'association sportive et le territoire urbain dans lequel elle s'inscrit. Ces éléments factuels structurent, certes, le discours et les représentations qui entourent et façonnent l'Espérance. Néanmoins, un autre facteur intervient de manière décisive – et complémentaire aux deux précédemment exposés – dans le processus d'identification club-quartier : la figure du futur président de la République tunisienne, H. Bourguiba. Ce dernier s'est en effet érigé symboliquement en trait d'union et en passerelle entre l'acteur collectif et le faubourg nord de la Médina.

Monde arabe
Maghreb
Machrek
N° 157
juillet-sept. 1997

Etudes

A la suite de l'assemblée générale du 20 septembre 1931, H. Bourguiba, jeune avocat, fut élu vice-président du comité directeur de l'Espérance sportive. Bien qu'ayant abandonné sa fonction deux ans plus tard pour se consacrer pleinement à sa carrière politique, il laissa son empreinte au club. Aujourd'hui encore, il est courant d'entendre parler du « club de Bourguiba » lorsque l'on évoque l'Espérance. En outre, le lien entre Bab Souiqa et le premier président de la République tunisienne ne laisse aucun doute. C'est dans ce quartier (rue Bab Souiqa) qu'il installa son cabinet d'avocat à son retour de France. C'est là aussi (rue du Tribunal) que se tinrent, le 29 octobre 1937, les premières assises du *Néo-Destour* depuis la réunion constitutive de Ksar Hellal. La personne de Bourguiba et sa position médiatrice entre l'Espérance et Bab Souiqa, ont ainsi contribué à accentuer l'identification entre l'association sportive et le faubourg nord de la Médina.

Le lien entre l'Espérance et H. Bourguiba n'a cessé de se consolider au point de faire du club un instrument d'éducation des masses et de formation du nouveau citoyen tunisien correspondant au projet de société du « Combattant Suprême », et en un prestigieux levier de mobilisation dans la lutte nationale, puis dans le processus de construction étatique post-colonial.

Tarajjî ya dawla

Ce slogan, qui fit vibrer les tribunes du stade Chedly Zouiten ou qui enflamma les travées espérantistes de la cité olympique d'El Menzah, est symptomatique du degré d'identification entre l'équipe des « sang et or » et le pouvoir bourguibien. Souvent traduit de manière hâtive et réductrice par « État », le terme *dawla* renvoie plus largement ici à la puissance, à la suprématie fondée sur une force supérieure. L'État, n'est pas qu'un « élément de dialogue théâtral, [une] métaphore visant à signifier la domination sans partage d'un regroupement particulariste sur les autres (...) » (11). Le club ne se réduit pas uniquement à une équipe à qui l'on doit la paternité du football tunisien. Il serait aussi et surtout un acteur politique intervenant tantôt comme étendard du sport – et au-delà – de l'État tunisien, tantôt comme un instrument de formation et d'éducation participant à l'édification du nouvel État indépendant.

(11) Michel Camau, Hédi Zaiem et Hajer Bahri, op. cit., p. 263.

Le club comme instrument de la lutte nationale tunisienne

Le *Néo-Destour* s'est attaché à investir tous les champs de la vie sociale, à absorber ses représentants et à récupérer leurs discours. Il a mis en place des réseaux qui lui étaient dévoués (comme l'Étoile scoute, le mouvement scout du parti) et en a noyauté d'autres. « En quadrillant de la sorte la société, les intellectuels néo-destouriens se préoccupaient moins de diffuser et de faire partager une vision du monde que de tirer parti des potentialités susceptibles de servir un projet qui restait, en définitive, celui d'une élite », souligne Michel Camau (12). Ainsi, dans quelle mesure peut-on considérer que la vice-présidence de H. Bourguiba au sein de l'Espérance relève de la passion sportive ou de la stratégie politique ?

A l'amorce de sa carrière politique et en fin tacticien, H. Bourguiba ne pouvait ignorer la ressource extra-sportive et les gains de popularité que cette équipe pouvait lui procurer s'il la soutenait publiquement. A l'issue de la saison 1927-1928, l'Espérance accèda à la plus haute division du football tunisien. Le club devenait un acteur prépondérant de la vie locale. Son nom commençait à mobiliser et à drainer des foules musulmanes toujours plus nombreuses sur le bord des terrains. Cette équipe était, aux côtés de l'UST, la seule formation tunisienne qui aurait pu prétendre concurrencer les sociétés sportives européennes. Elle devint l'étendard de la communauté musulmane tunisoise. L'opportunisme politique de H. Bourguiba l'incitera à en devenir le vice-président trois ans après.

« Socle de popularité », l'Espérance a aussi été utilisée par le leader nationaliste comme tribune pour diffuser ses idées. Lors de l'assemblée générale de 1931, H. Bourguiba harangua sévèrement les joueurs musulmans qui, pour des avantages pécuniers, évoluaient au sein de formations étrangères. Par sa fonction dans le club, les idées et la personnalité de Bourguiba imprègnent profondément et marquent de manière indélébile l'Espérance. Désormais, « l'Espérance est le club de Bourguiba ». Certains supporters (parmi lesquels ceux de l'équipe de Bab Souiqa) considèrent cette adhésion comme un geste purement sportif, une attitude ne pouvant s'expliquer que par la passion pour les couleurs « sang et or ». Pour d'autres – et notamment les supporters Clubistes (du Club africain) – l'adhésion de Bourguiba relève de l'instrumentalisation de l'équipe, de la volonté de transformer une association sportive en structure partisane et en acteur politique.

Le club comme instrument de la construction étatique post-coloniale

De récents travaux d'universitaires tunisiens mettent en exergue la fonction idéologique du sport et notamment son fonctionnement en tant qu'« appareil de persuasion idéologique » (Althusser) sous la présidence de Bourguiba (13). En cela, le sport participe au mode de production étatique. Cette participation s'effectue en érigeant « la compétition sportive comme champ symbolique où s'expriment les rapports de forces entre Etats-nations qui luttent pour la suprématie physique comme signe de reconnaissance internationale » (14), ainsi qu'en exploitant les moindres opportunités que cette compétition offre pour mobiliser les citoyens, les appeler à l'unité, les exhorter à l'effort et les engager dans la bataille contre le sous-développement.

(12) Michel Camau, *La Tunisie*, Paris, PUF, 1989, 125 p. (Que sais-je ?, 318)
(13) Bohrane Erraïs, *Archéologie d'un discours politique. Sport et construction nationale : l'exemple tunisien (1956-1985)*, op. cit.
(14) « La critique du sport. Les enjeux actuels », in *Quel corps*, n° 30-31, juin 1986.

Aussi, le sport sera-t-il un domaine domestiqué par le pouvoir politique. Évoquant l'équipe nationale de football et s'offusquant de l'autonomie de la Fédération tunisienne de football, H. Bourguiba déclara : « (...) son appellation même indique qu'elle représente l'ensemble du pays. Il est donc naturel qu'elle relève du pouvoir public » (15). Loin de constituer une figure de rhétorique politique, cette logique d'immixtion de la puissance publique dans le sport s'est institutionnalisée par le décret du 9 février 1960 définissant le statut des associations sportives et complétant en cela la loi du 7 novembre 1959 relative aux associations. Il stipule notamment que la Direction de la jeunesse et des sports « oriente et contrôle l'activité de tous les groupements ayant pour but la pratique de l'éducation physique et des sports et l'organisation sportive » (article 2), mais aussi « juge en dernier ressort de toutes les décisions et mesures individuelles et collectives prises par les associations » (article 3).

La mainmise sur l'Espérance Sportive de Tunis n'est pourtant pas effective dès l'indépendance. Elle se réalisa en deux temps, avec la nomination à la présidence du club d'Ali Zouaoui, le 6 juillet 1968, puis avec celle de Hassan Belkhodja, le 28 juillet 1971.

La présidence de Zouaoui symbolise l'entrée de l'EST dans le giron du pouvoir bourguibien. Auparavant, le club s'identifiait à Chedly Zouiten, président charismatique de 1930 à 1963. Grande figure du sport tunisien, il fut, entre autres, membre fondateur de la ligue tunisienne de football (1922) puis d'athlétisme (1923), premier président de la fédération tunisienne de football (1956), président du Comité olympique tunisien. Fort de caractère et réputé pour son intégrité et son indépendance, il ne souhaitait pas que le sport devint un rouage du système politique. « Il se mettait ainsi en délicatesse avec le pouvoir bourguibien qui entendait capter la ferveur populaire et la légitimité nationaliste de ce club pour entièrement la canaliser et l'orienter vers un seul homme : Bourguiba », confie un proche de C. Zouiten qui occupa de hautes fonctions dans le club (16). Pourtant proche de Bourguiba (C. Zouiten en était le cousin), le président de l'Espérance se trouva confronté à de nombreuses difficultés, financières et administratives notamment. Après son décès dans un accident de la circulation au cours de l'été 1963, la présidence revint, après l'intermède de cinq années de M. Ben Smail, à A. Zouaoui, nommé président du club par le gouvernement. Membre du comité central du *Néo-Destour*, il inaugurait le rapprochement entre le pouvoir politique et l'EST.

Cependant, c'est surtout la nomination de Hassen Belkhodja à la tête du club, en 1971, qui entérine l'imbrication du pouvoir bourguibien avec l'Espérance. Celle-ci fit suite aux violents débordements consécutifs à la finale de la Coupe de Tunisie de 1971 et à la dissolution – puis à la réhabilitation – de la section football de l'Espérance (17). Un comité de 16 membres présidé par Hassan Belkhodja fut « élu ». Malgré une méconnaissance manifeste du football et le peu d'intérêt qu'il portait à ce sport, ce dernier se vit propulsé à la plus haute instance du club « sang et or ». Président-directeur de la Société tunisienne de banques (STB) et membre du bureau politique du *Néo-Destour*, bénéficiant de la confiance du président de la République,

(15) « Éduquer le corps et l'esprit », discours prononcé par le Président Bourguiba le 28 juillet 1962 à Tunis, ministère de l'Information, *Discours*, Tome IX, 1962, Tunis 1978, p. 61.

(16) Entretien réalisé à Tunis le 3 mars 1997 dans le cadre du DEA.

(17) En 1971, suite à la défaite de l'EST face au Club Sportif Sfaxien (CSS) en finale de la Coupe de Tunisie, les supporters de l'Espérance ont saccagé plusieurs voitures, incendié des magasins et se sont violemment opposés aux forces de l'ordre. Le gouvernement tint une responsabilité dans ces dramatiques événements. Par la voix du Bureau Fédéral de la F.T.F., il décida – à l'encontre des règlements sportifs – de reporter un match en retard de l'Espérance au cours duquel deux de ses meilleurs joueurs auraient dû « purger leur peine » (un match de suspension) et être ainsi présents pour la finale. L'Espérance fut ainsi privée de ces joueurs pour le match de la finale de la Coupe de Tunisie et s'inclina un but à zéro face au CSS. S'estimant victime d'une injustice, les supporters de l'Espérance se révoltèrent et furent les auteurs d'une vague de violence. Le lendemain de la finale, le ministre de la Jeunesse et des Sports ordonna le huis-clos pour les matchs de football jusqu'à la fin de la saison. La section football de l'EST ainsi que son comité de supporters furent dissous. Un mois plus tard, après son retour en Tunisie, le président H. Bourguiba réhabilitait la section football de l'EST.

il garantissait au pouvoir et à Bourguiba – qui l'avait nommé à ce poste – l'allégeance de son club. Tout en étant président de l'Espérance, il exerçait la fonction de ministre de l'Agriculture.

Cette domestication du club par le pouvoir bourguibien s'institutionnalise aux travers de procédures d'accès à la présidence modifiées et imposées. Le pouvoir politique considérait en effet que le club resterait sous son contrôle tant qu'il pourrait décider du choix de son président. Ainsi, la procédure nominative décidée dans les hautes sphères politiques et avalisée par le comité directeur s'est-elle substituée à l'élection du président du club par les membres du comité directeur. La fonction de président n'est pas uniquement administrative ; elle est aussi et surtout stratégique : ses décisions déterminent l'attitude et le comportement de milliers de supporters. Un choix malheureux d'entraîneurs, une défaite mal ressentie suscitent des mécontentements qui peuvent se transformer en chahut aux abords des stades. Preuve en sont les attroupements de supporters espérantistes au Parc B, lieu d'entraînement de l'Espérance, qui, à la fin de l'année 1996, suite aux mauvais résultats de l'EST, ont incité les dirigeants du club à se séparer de l'entraîneur italien Maifredi.

Même si Ali Zouaoui et Hassan Belkhodja n'ont pas été les deux seuls présidents à être nommés par le président Bourguiba, le pouvoir s'employa par la suite à opérer ses choix moins ouvertement. La condition d'accès à la plus haute fonction d'une association sportive supposa d'être agréé par le pouvoir et par le parti. Proposé par Naceur Knani, président de l'EST de 1981 à 1984, Abdelhamid Achour n'a occupé la présidence que quelques mois. « Il n'était pas agréé ; il n'avait pas les soutiens financiers et politiques nécessaires ; il a eu trop de difficultés et il est donc parti. Tout ça aurait été différent s'il avait eu l'aval du gouvernement et du parti », confie un cadre de l'Espérance (18).

En plus de cette accréditation, il fallait, pour pouvoir tenir les rênes de l'Espérance, obtenir l'assentiment moral de Bourguiba. Président d'honneur à vie de ce club, ce dernier tenait beaucoup à ce titre et a toujours revendiqué un droit de regard sur la nomination du président. Il disposait même en la matière d'un quasi droit de veto. A la mort de Hassan Belkhodja, en 1981, Naceur Knani s'est rendu auprès de Bourguiba qui lui aurait tenu les propos suivants : « Monsieur Knani, vous êtes le président actif ; mais n'oubliez pas que c'est moi le vrai président de l'Espérance » (19). Par la suite, cette investiture morale du Combattant Suprême est devenue rituelle jusqu'en 1987.

Cette volonté de contrôler l'EST – mais aussi tous les clubs sportifs – s'explique par le fait que cette équipe est devenue un instrument de la politique bourguibienne. La dimension mythique de l'Espérance s'est construite pour partie à ce moment là. Si le nom de l'Espérance est absent des discours politiques de Bourguiba (20), son attention pour ce club a cependant toujours été assez marquée. Comme toutes les associations sportives de l'époque, elle avait pour mission d'encadrer et de former la jeunesse. « Le club sportif est un établissement d'éducation par l'organisation rationnelle des loisirs, des jeux, de la vie communautaire » (21). Exercer un sport participe du processus de civilisation de l'homme ; ce n'est qu'à cette condition que l'homme deviendra un « citoyen utile » et qu'il aura « conscience d'appartenir à un peuple évolué » (22). Les dirigeants espérantistes sont fiers de rap-

(18) Entretien réalisé à Tunis le 28 novembre 1996 dans le cadre du DEA.
(19) Propos rapportés lors d'un entretien réalisé à Tunis le 5 mai 1997 dans le cadre du DEA.
(20) Il ne l'a prononcé qu'une seule fois, dans un discours prononcé le 30 septembre 1960 à Tunis (« Le rôle du sport dans la bataille contre le sous-développement ») au cours duquel il a souligné le caractère populaire du club à ses débuts.
(21) « Il faut encadrer et éduquer la jeunesse », discours prononcé par le président Bourguiba le 30 mars 1961 à Tunis, *Discours*, Tome IX, 1961, ministère de l'Information, Tunis, 1978, p. 294.
(22) « Le rôle du sport dans la bataille contre le sous développement », discours prononcé par le président Bourguiba le 30 septembre 1960 à Tunis, *Discours*, Tome VIII, 1960, ministère de l'Information, Tunis, 1978, p. 101.

peler que leur club n'a pas seulement formé des joueurs, mais aussi et surtout des hommes qui ont par la suite réussi dans la vie. Le club se posait ainsi comme un « leadership fonctionnel » , c'est-à-dire un « acteur collectif qui joue un rôle de jonction et de pondération entre le pouvoir central et la masse (...). Ces leaders intermédiaires augmentent la cohésion de l'édifice et facilitent l'effet de sujétion » (23).

Le pouvoir politique a utilisé l'Espérance en l'érigeant en porte-drapeau du sport tunisien. Elle fut l'incarnation de la lutte nationale et de la nation unie. Aussi n'est-il pas innocent de retrouver deux joueurs espérantistes, Rachef Meddeb et Salah Neji, à l'avant-garde de la délégation tunisienne qui pénètre, le 25 août 1960, dans le stade olympique de Rome lors de la cérémonie d'ouverture des J.O. Dans les représentations mentales, si le Club africain est le club des Tunisois, l'Espérance représente la nation tunisienne, comme en atteste l'origine des présidents de clubs : C. Zouiten était Monastirien, M. Ben Smail et A. Achour étaient Jerbiens, A. Zouaoui venait du Kairouanais, la famille Belkhodja est native de Mateur (gouvernorat de Bizerte) et N. Knani était originaire de la proche banlieue de Sousse. L'Espérance n'est pas un club régionaliste comme peut l'être l'Étoile sportive du Sahel de la ville de Sousse ou le Club sportif sfaxien. Elle représente la nation et s'identifie au pouvoir bourguibien.

Aujourd'hui, l'Espérance a changé de visage. Elle est, certes, toujours synonyme de puissance et son identification au pouvoir politique s'opère selon de nouvelles modalités (par la figure de son président, Slim Chiboub, gendre de Zine al-Abidine Ben Ali, le président de la République). Mais elle a investi un nouveau territoire (le Parc B, son lieu d'entraînement et cœur décisionnel) et le quartier de Bab Souiqa fait davantage figure de lieu de mémoire, de musée où l'on entrepose les souvenirs d'une époque glorieuse et mythique et où l'on vient célébrer les grandes victoires, que d'acteur à part entière de la vie du club. Abandonnant les éléments de sacralité bourguibienne qui autrefois l'ont entouré, nous assistons à une « sécularisation » du club qui participe elle-même à la mythification. Prenant désormais comme modèle les grands clubs du *calcio* (24), elle sacrifie une à une ses sections sur l'autel de la rentabilité et du sponsoring et ne ressemble en rien au grand club omnisports de jadis chargé d'accompagner l'épanouissement de la jeune nation tunisienne. Sur les débris de l'Espérance bourguibienne, se construit un mythe politique.

Monde arabe
Maghreb
Machrek
N° 157
juillet-sept. 1997

Etudes

(23) p. 183, in Malek Chebel, *La formation de l'identité politique*, Paris, PUF, 1986, 223 p. (Sociologie d'aujourd'hui).
(24) Championnat de football italien.